

**Zeitschrift:** Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft  
= revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera  
d'etnologia

**Herausgeber:** Schweizerische Ethnologische Gesellschaft

**Band:** 11 (2006)

**Vorwort:** Pauvreté et réciprocité : avant-propos = Reziprozität und Armut :  
Vorwort

**Autor:** Ossipow, Laurence

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 21.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# PAUVRETE ET RECIPROCITE

AVANT-PROPOS

Laurence Ossipow

La pauvreté est une construction sociale; sa définition varie selon les mesures, les contextes, les approches: tout dépend de la société observée, des milieux étudiés, de l'angle d'analyse choisi. La référence à des niveaux pré-définis de pauvreté dans des contextes spécifiques (seuil calculé en fonction du revenu global d'un ménage, seuil de survie pour un individu, pyramide des besoins, différences entre minimum vital et minimum social, échelles de bien-être, approche par cumul de handicaps ou de privations, capacités à utiliser certains services et biens de consommation, etc.) est relative, même si elle permet de donner une idée de ce que peut signifier, au quotidien, la vie avec moins d'un dollar par jour dans différents pays en voie de développement ou avec moins de CHF 1 000.- par mois en Suisse, un pays plutôt riche en ressources économiques.

Pour documenter plus précisément la pauvreté, il faut décrypter les logiques d'aide sociale et d'aide au développement: comme l'ont souligné Paugam et Schultheis (1998), Simmel avait déjà suggéré en 1908 que la relation d'aide et sa contrepartie – la dette – définissent la pauvreté et indiquent comment une société tout entière soutient ou disqualifie une partie de sa population. Il faut également recueillir et analyser les points de vue des enquêtés (ceux qui aident comme ceux qui sont aidés), s'intéresser à leurs expériences quotidiennes et à leurs propres définitions individuelles et collectives de la pauvreté et des moyens d'y faire face. Même s'ils sont souvent pris dans des logiques qui les dépassent, les enquêtés sont capables autant de résistance (Sélim 1982) que de soumission.

A la suite de Grignon et Passeron (1989) et de Wacquant (1993), le présent dossier de *Tsantsa* réunit des articles qui tentent d'éviter tout misérabilisme (il réduirait les pauvres à leur pauvreté) et tout populisme (il célèbrerait l'inventivité des démunis). Les contributions offrent une analyse de la situation de pauvreté dans des contextes fort différents (aide d'urgence, aide au développement, assistance publique, dispositifs de réinsertion par le travail). Ils documentent tantôt le point de vue des donataires, tantôt celui des donateurs (institution d'aide sociale et travailleurs sociaux, entreprise humanitaire, développeurs, communicateurs, organisations internationales de développement, etc.). La question des formes de réciprocité attendues des bénéficiaires ou proposées par ceux-ci y est centrale.

Dans «*Gérer les pauvres*», Daniel Terrolle démontre que les sans-domicile-fixe (SDF) font fonctionner des entreprises humanitaires d'urgence qui les destituent de toute capacité à gérer le don à leur profit. Ces entreprises voilent aussi le rapport entre les donateurs et les bénéficiaires et contribuent – via les bénévoles chargés de redistribuer les dons – à accroître l'«étrangeté» des pauvres avec lesquels nous n'avons plus aucun contact direct. Elles nous font enfin accroire que la pauvreté est une pathologie qu'il faut traiter avec des spécialistes. Discutant, elle aussi, de l'aide humanitaire ou plus exactement de l'aide au développement, Wille-mijn de Jong, dans *Indonesien und die Armutsdebatte. Transnationale Regulierung, nationale Sozialpolitik und Familien in der Provinz*, montre que les organisations internationales chargées d'introduire des programmes de développement

à Flores ne savent pas comment les bénéficiaires de l'aide gèrent leurs difficultés en période de crise. Les recherches menées dans la région leur révèlent alors que la pauvreté n'est pas qu'une absence de moyens, elle correspond davantage à l'exclusion d'un système d'échanges et de redistribution des richesses qui permet de se prémunir contre les aléas de l'existence. Dans *La pauvreté: un mal discret?* Marie Lorillard explique, qu'en milieu senufo (Burkina Faso et Côte-d'Ivoire), la pauvreté est conçue et vécue comme un mal ordinaire qu'il s'agit de cacher ou d'évoquer avec pudeur dans des contextes particuliers de communication (notamment dans les chants à la meule entonnés par les femmes). Pour pouvoir développer des projets avec l'aide de crédits de développement, certaines catégories de la population – comme les jeunes agriculteurs – se trouvent néanmoins prêtes à parler autrement de leurs difficultés et à adopter une posture de victime.

La question de l'insertion et de l'exclusion ne se pose pas directement dans les analyses des relations entre populations aidées et organismes de développement. Elle semble en revanche centrale dans les thèses liées l'aide sociale et aux dispositifs de réinsertion. Cependant, le terme de «désaffiliation» (Castel 1995) est désormais préféré à celui d'exclusion et une approche dialectique est à juste titre valorisée, parce que, comme le souligne Schnapper (1996: 23), «il n'existe pas d'exclusion dans l'absolu – exclusion de quoi? – il existe des dialectiques de l'inclusion/exclusion. Toute organisation sociale, quel que soit son niveau – de la famille à l'entreprise ou à la nation – implique par définition l'inclusion des uns et l'exclusion des autres». Ueli Mäder (*Dynamische Armutsforschung: Integration und Ausschluss – die neue soziale Frage?*) rappelle aussi l'absurdité d'une définition qui ne serait pas dialectique: certains démunis, vivant de peu et même de pas grand-chose, ne se sentent pas nécessairement pauvres; d'autres, à défaut d'être financièrement protégés, peuvent être inclus dans des réseaux de sociabilité qui leur permettent de développer des sentiments d'appartenance. En fait, affirme-t-il, la rhétorique de l'exclusion et de la réinsertion consiste surtout à redéfinir autrement des rapports sociaux inégalitaires et à masquer, voire à éliminer, la question des classes sociales: elle dessine une société coupée à l'horizontale (extérieur/intérieur) en lieu et place d'une division verticale (haut/bas).

La contribution de Jean-Pierre Tabin, Arnaud Frauenfelder, Carola Togni et Véréna Keller, *La confection de l'assistance publique: sur-mesure ou prêt-à-porter?* fait écho à l'article d'Ueli Mäder et postule que la dépolitisation de l'aide sociale, quoique relativement ancienne, prend une tournure

nouvelle. En effet, au sein du libéralisme propre aux sociétés capitalistes avancées, la notion d'inégalité n'est plus considérée comme un opérateur analytique, ce que relève d'ailleurs C. Bec (1998, citée *infra* dans leur texte): l'assistance publique n'a jamais eu (?) ou n'a plus pour fonction de corriger ces inégalités, elle tente simplement de contenir l'explosion sociale. Dans une autre perspective, mais sur le même terrain (*Echanges contractuels, dons et reconnaissance à l'Assistance publique*), Alexandre Lambelet, Isabelle Csupor et Laurence Ossipow documentent, parallèlement à la dette et à l'échange contractuel, la présence de processus de reconnaissance matérialisés par des dons (par exemple des objets que les bénéficiaires ont eux-mêmes créés) qui signalent des ressources (notamment artistiques ou culinaires) ou des signes de références à une société autre. Dans des échanges qui se matérialisent par l'obligation de verser une somme symbolique d'argent à l'institution et par des paroles de remerciement, Detelina Tocheva aboutit presque aux mêmes conclusions: la relation d'aide ne peut se réduire à la contrainte et à la soumission. Partant des *Logiques de la réciprocité dans trois centres de protection de l'enfance en Estonie*, elle montre que l'asymétrie de position n'empêche pas la réciprocité: les relations entre les travailleurs sociaux (des femmes pour la plupart) et les parents (des mères exclusivement) se fondent sur une réciprocité formelle et contractuelle ainsi que sur une réciprocité affective et subjective.

Si aucune contribution ne traite des «jeunes pauvres» ou des «jeunes assistés» (à ce propos, voir par exemple Schultheis et Vuille 2006), un phénomène qui commence à faire se multiplier des projets spécifiques liés à la formation, la question de l'insertion par le travail – le «Grand Intégrateur» (Barel 1990) – est posée dans l'article de Elsa Décridaud qui clôt le dossier, *L'insertion par le travail: une mise à l'emploi précaire*. Reprenant la thèse déjà évoquée de la dépolitisation, l'auteure montre que ces types de dispositifs d'insertion psychologisent les problèmes des chômeurs, mais surtout participent à la banalisation et à l'institutionnalisation du travail précaire. Qui plus est cette insertion précaire interdit toute forme de mouvement collectif. Des mouvements de pauvres ont existé, mais vu leur peine à se développer ou à se maintenir (Piven et Cloward 1979), c'est probablement dans d'autres espaces et stratégies que se ménagent quelques ouvertures: on peut penser à la redécouverte d'une générosité de proximité, à des lieux de (ré)insertion fondés autant sur le travail et la formation que sur des formes de sociabilité créative et – bien sûr – à une réaffirmation des principes de justice sociale.

Favorisant moins une approche de la pauvreté que des relations qu'elle engendre, le dossier livre une analyse – séparée ou conjointe – des perspectives défendues par les agents de l'aide (travailleurs sociaux, développeurs, bénévoles, donateurs...) et par les personnes aidées («assistés», bénéficiaires, donataires, etc.). Il permet ensuite de rappeler que, malgré les restrictions budgétaires, l'aide sociale ou l'aide au développement ne peut être organisée, dans l'urgence, à partir de la notion de besoins minimaux (se nourrir, se loger, se soigner). Les individus et les groupes ont des façons diversifiées de penser ce qui leur est essentiel et ce qui est propre à leur assurer un avenir. Selon leur habitus, leur groupe social (tous les assistés ne proviennent par exemple pas des classes dites populaires), leurs appartenances, la composition de leur ménage ou de leurs expériences (par exemple en terme de migration), ils se donnent des priorités différentes. Plusieurs articles du dossier contribuent enfin à questionner la contractualisation galopante de l'aide en contexte de *workfare*. L'aide ne peut être réduite aux contraintes d'un donnant-donnant: les échanges décrits sont plus complexes et leur dimension affective ou symbolique incontournable. La question de la pauvreté est liée à celle de la réciprocité et de la reconnaissance.

# REZIPROZITÄT UND ARMUT

## VORWORT<sup>1</sup>

Laurence Ossipow

Armut ist eine soziale Konstruktion; ihre Definition variiert je nach den Massnahmen, den Kontexten, den Herangehensweisen: alles hängt davon ab, welche Gesellschaft beobachtet, welches Milieu untersucht und welcher analytische Blickwinkel gewählt wird. Die Bezugnahme auf kontextspezifisch vordefinierte Armutsgrenzen (Armutsschwelle kalkuliert auf der Basis des Gesamteinkommens eines Haushaltes; Existenzminimum für ein Individuum; Bedürfnispyramide; Differenzen zwischen dem Existenzminimum und dem sozialen Mindeststandard; Wohlstandsskalen; Unterprivilegierung; Befähigung, bestimmte Angebote und Güter des täglichen Bedarfs zu nutzen etc.) ist relativ – auch wenn diese Indikatoren es erlauben, eine Ahnung davon zu entwickeln, was es im Alltag bedeuten kann, in unterschiedlichen (Entwicklungs-)Ländern mit weniger als einem Dollar pro Tag, oder mit weniger als CHF 1 000.– im Monat in der Schweiz zu leben, einem an ökonomischen Ressourcen doch eher reichen Land.

Um Armut genauer zu dokumentieren, gilt es jedoch, die unterschiedlichen Logiken der Sozial- und Entwicklungshilfe aufzuschlüsseln: wie Paugam und Schultheis (1998) betonen, hat Simmel bereits 1908 darauf aufmerksam gemacht, dass sich Armut nur in der Beziehung von Hilfe und ihrem Gegenpart, der Schuld bzw. der Verpflichtung, definieren lässt; und dass gerade diese Beziehung Rückschlüsse darauf erlaubt, wie eine Gesellschaft einen Teil ihrer Mitglieder stützt oder ausschliesst. Ebenso gilt es,

die unterschiedlichen Sichtweisen der unterschiedlichen Untersuchungsgruppen (diejenige, die Hilfe leistet ebenso wie jene, die sie erhält) zu berücksichtigen und zu analysieren. Dabei sind ihre alltäglichen Erfahrungen ebenso ernst zu nehmen wie ihre individuellen und kollektiven Definitionen der Armut und die Mittel, ihr zu begegnen. Auch wenn die untersuchten Gruppen häufig in einer Logik gefangen sind, die weit über ihre je spezifischen Fälle hinausweist, so sind sie doch ebenso zum Widerstand (Sélim 1982) wie auch zur Unterwerfung imstande.

In Übereinstimmung mit Grignon und Passeron (1989) sowie Wacquant (1997) umfasst das vorliegende *Tsantsa*-Dossier Artikel, die sowohl jede Form des Miserabilismus (mit seiner Reduktion der Armen auf ihre Armut) als auch des Populismus (mit seiner Verherrlichung des Erfindungsreichtums der Mittellosen) zu vermeiden suchen. Die Beiträge bieten vielmehr eine Analyse der Armut in gänzlich unterschiedlichen Kontexten wie Katastrophen- und Entwicklungshilfe, öffentliche Fürsorge oder Massnahmen zur beruflichen Reintegration. Sie dokumentieren ebenso den Blickwinkel der Empfänger wie auch denjenigen der Geber (soziale Institutionen, SozialarbeiterInnen, humanitäre Einrichtungen, EntwicklungsakteurInnen, KommunikatorInnen, Internationale Organisationen, Institutionen der Entwicklungshilfe etc.). Im Zentrum stehen dabei Fragen nach Formen der Reziprozität und sowohl die von den EmpfängerInnen erwarteten als auch die von ihnen angebotenen.

<sup>1</sup> Übersetzung von Boris Boller, Christoph Conrad und Elke Kappus.

In «*Gérer les pauvres*» zeigt Daniel Terrolle, dass Obdachlose eine ganze Industrie humanitärer Nothilfe am Laufen halten, die sie jeder Fähigkeit beraubt, die erhaltenen Mittel im eignen Interesse zu verwenden. Diese Industrie verschleiert, so der Autor, auch die Beziehung zwischen den Gebern und Bezüglern und trägt dazu bei – über den Umweg der Freiwilligen, die mit der Verteilung der Gaben betraut sind – die «Fremdheit» der Armen zu untermauern, mit denen wir keinerlei direkten Kontakt mehr haben. Schliesslich gelingt es ihr sogar, Armut als einen pathologischen Zustand erscheinen zu lassen, welche der Behandlung durch Spezialisten bedarf.

Ebenfalls im Kontext der humanitären Hilfe – oder genauer der Entwicklungshilfe – zeigt Willemijn de Jong in ihrem Beitrag *Die Erfindung der Armut in der indonesischen Provinz*, dass die internationalen Organisationen, welche für die Implementierung der Entwicklungsprogramme in Flores zuständig sind, nicht immer genau wissen, wie die Hilfsempfänger in Krisenzeiten mit ihren Schwierigkeiten umgehen. Die Forschungen in der Region zeigen jedoch, dass Armut mehr ist als nur fehlende Mittel – Armut bedeutet hier vielmehr den Ausschluss aus einem System von Tausch und Umverteilung von Gütern, welches es ermöglicht, sich gegen die Widrigkeiten des Lebens zu wappnen.

In *La pauvreté: un mal discret?* argumentiert Marie Lorillard, dass Armut im Umfeld der Senufo (Burkina Faso und Elfenbeinküste) als ein «gewöhnliches Übel» verstanden und gelebt wird, das es zu verstecken gilt oder nur in besonderen Kontexten vorsichtig zur Sprache gebracht werden kann (insbesondere in den Klagegesängen der Frauen). Um mit Hilfe von Entwicklungskrediten Projekte entwickeln und durchführen zu können, sind jedoch manche Bevölkerungsgruppen – wie etwa junge Landwirte – zunehmend bereit, ihre Schwierigkeiten auf eine andere Weise anzusprechen und dabei eine Opferrolle zu übernehmen.

Die Frage nach Integration und Ausschluss stellt sich in der Analyse der Beziehungen zwischen unterstützten Bevölkerungsgruppen und Trägern der Entwicklungshilfe nicht direkt. Dagegen scheint sie in den Überlegungen rund um die Sozialhilfe und der Massnahmen beruflicher und sozialer Wiedereingliederung zentral. Mittlerweile wird dabei – zumindest in der französischen Debatte – der Begriff *désaffiliation* (Castel 2000) dem der Exklusion vorgezogen, nicht zuletzt, um dadurch den dialektischen Ansatz hervorzuheben. So unterstreicht Dominique Schnapper (1996: 23) zurecht, dass «die ‹absolute› Exklusion nicht

existiert – Exklusion von was? – es gibt unterschiedliche Formen der Dialektik von Inklusion und Ausschluss. Jede soziale Organisation, egal auf welcher Ebene – von der Familie über einen Betrieb bis hin zur Nation – impliziert per Definition die Inklusion der Einen und die Exklusion der Anderen». Auch Ueli Mäder mahnt in seinem Artikel *Dynamische Armutforschung: Integration und Ausschluss – die neue soziale Frage?* vor der Absurdität einer Definition, die diese Dialektik nicht berücksichtigt: Nicht alle Bedürftigen, die von wenig oder gar von kaum etwas leben, fühlen sich notwendiger Weise arm; anderen wiederum fehlt zwar die finanzielle Sicherheit, sie können jedoch in ein soziales Netzwerk integriert sein, in welchem sie neue Formen der Zugehörigkeit entwickeln. Die Rhetorik der Exklusion und Wiedereingliederung besteht vornehmlich darin, ungleiche soziale Beziehungen neu zu definieren und dabei die Klassenfrage zu maskieren oder gar zu eliminieren: Sie präsentiert eine horizontal differenzierte Gesellschaft des Draussen und des Drinnen anstelle der vertikalen Teilung in oben und unten.

Der Beitrag von Jean-Pierre Tabin, Arnaud Frauenfelder, Carola Togni und Véréna Keller, *La confection de l'assistance publique: sur-mesure ou prêt-à-porter?* nimmt die Argumentation von Ueli Mäder auf und postuliert, dass die Depolitisation der Sozialhilfe – obgleich bereits älteren Datums – eine neue Wendung nimmt: In der Tat dient der Begriff der sozialen Ungleichheit im Rahmen des Liberalismus, wie er den Gesellschaften eines fortgeschrittenen Kapitalismus eigen ist, kaum mehr als analytische Kategorie. Wie bereits Colette Bec (1998) aufzeigt, hatte die öffentliche Fürsorge zu keiner Zeit die Funktion soziale Ungleichheiten aufzuheben; vielmehr bestand und besteht ihre Aufgabe schlicht darin, soziale Unruhen einzudämmen.

Aus einer anderen Perspektive auf dasselbe Terrain machen Alexandre Lambelet, Isabelle Csupor und Laurence Ossipow in *Echanges contractuels, dons et reconnaissance à l'Assistance publique* auf Verdankungsprozesse aufmerksam, die sich – parallel zur Schuld und zum vertraglichen Austausch – in Form unterschiedlicher Gaben materialisieren. So verweisen z.B. selbstgestaltete Objekte der SozialhilfeempfängerInnen u.a. auf Ressourcen (vornehmlich künstlerischer oder kulinarischer Art) oder auf die Herkunft aus anderen Gesellschaften. Mit dem Hinweis auf Tauschbeziehungen, die sich in der Verpflichtung, eine symbolische Summe an die Institution zu überweisen ebenso manifestieren wie in Dankesworten, kommt Detelina Tocheva zu fast demselben Schluss: Hilfsbeziehungen lassen sich nicht auf Zwang und Unterwerfung reduzieren. Im Beitrag



*Logiques de la réciprocité dans trois centres de protection de l'enfance en Estonie*, zeigt sie, dass asymmetrische Verhältnisse Reziprozität nicht ausschliessen: Die Beziehungen zwischen den mehrheitlich weiblichen SozialarbeiterInnen und den fast ausschliesslich alleinerziehenden Müttern basieren sowohl auf einer formellen und vertraglich geregelten als auch auf einer affektiven und subjektiven Reziprozität.

Auch wenn dieses Heft keine Beiträge umfasst, die sich explizit mit den «jugendlichen Armen» oder den «jugendlichen Hilfeempfängern» auseinandersetzen (vgl. dazu z.B. Schultheis und Vuille 2006), ein Phänomen, dem mit einer zunehmenden Zahl von Ausbildungsprojekten begegnet wird, so behandelt doch der letzte Beitrag *L'insertion par le travail: une mise à l'emploi précaire* die Frage nach der Eingliederung durch Arbeit, dem «grossen Integrierer» (Barel 1990): Elsa Decriaud nimmt ebenfalls die These der Depolitisierung sozialer Ungleichheit auf und zeigt, dass diese Formen von Insertionsmassnahmen nicht nur die Probleme der Arbeitslosen psychologisieren, sondern vornehmlich dazu beitragen die Prekarisierung der Arbeit zu banalisieren und zu institutionalisieren. Zudem verhindert diese prekäre Insertion nach der Autorin jegliche Bildung sozialer Bewegungen. Auch wenn Bewegungen und Initiativen von Armen existierten, so sind es – angesichts ihrer Schwierigkeiten sich zu entwickeln oder am Leben zu erhalten (Piven und Cloward 1986) – wahrscheinlich doch eher andere Räume und Strategien in denen sich bestimmte Entwicklungen ausmachen lassen: Denken lässt sich dabei etwa an die Wiederentdeckung der kleinräumigen Hilfe, an Stätten der (Wieder-)Eingliederung, welche sowohl Arbeit und Bildung anbieten als auch kreative Gemeinschaften bilden und – selbstverständlich – an die Bekräftigung der Prinzipien sozialer Gerechtigkeit.

Das Dossier legt somit den Schwerpunkt weniger auf die Armut selbst, sondern vielmehr auf die Beziehungen, die sich aus ihr bilden. Dadurch präsentiert es – sowohl in den Einzelbeiträgen als auch in deren Zusammenspiel – eine Analyse, welche die Perspektiven der unterstützenden Akteure (SozialarbeiterInnen, EntwicklungshelferInnen, Freiwillige, SpenderInnen etc.) ebenso umfasst wie diejenigen der Hilfeempfänger (Unterstützte, BezügerInnen, Beschenkte etc.). Das Dossier erinnert zudem daran, dass – trotz Budgetbeschränkungen – Sozialhilfe sowie Entwicklungshilfe bei aller Dringlichkeit nicht auf dem Konzept der Grundbedürfnisse (Nahrung, Unterkunft, Pflege) aufbauen kann. Individuen und Gruppen haben die unterschiedlichsten Vorstellungen darüber, was für sie

notwendig und für ihre Zukunftssicherung angemessen ist. Je nach ihren Gewohnheiten, ihrer sozialen Herkunft (schliesslich kommen keinesfalls alle Unterstützten aus den sogenannten Unterschichten), ihren Zugehörigkeiten, der Zusammensetzung ihrer Haushalte sowie ihren Erfahrungen (z.B. im Falle von Migration) setzen sie unterschiedliche Prioritäten. Verschiedene Artikel des Dossiers tragen ausserdem dazu bei, die rasant fortschreitende Kontraktualisierung der Hilfe im Kontext des *workfare* kritisch zu hinterfragen. Soziale Hilfe kann nicht auf das Prinzip eines *do ut des* und die daraus resultierenden Zwänge reduziert werden: Die Formen des Austauschs, wie er in den Beiträgen des vorliegenden Dossier beschrieben wird, sind weitaus komplexer, ihre affektive und symbolische Dimension unumgänglich. Die Armutsfrage ist fest mit der Frage nach Reziprozität und Anerkennung verbunden.

## BIBLIOGRAPHIE

BAREL Yves

1990. «Le Grand Intégrateur». *Connexions* 56: 85 – 100.

BEC Colette

1998. *L'assistance en démocratie. Les politiques assistantielles dans la France des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*. Paris: Belin.

CASTEL Robert

1995. *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris: Fayard.

2000. *Die Metamorphose der sozialen Frage. Eine Chronik der Lohnarbeit*. Konstanz: UVK.

GRIGNON Claude, PASSERON Jean-Claude

1989. *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en littérature et en sciences sociales*. Paris: Gallimard / Seuil.

PAUGAM Serge, SCHULTHEIS Franz

1998. «Introduction: Naissance d'une sociologie de la pauvreté», in: Georg SIMMEL, *Les pauvres*, p. 1 – 34. Paris: PUF (Quadrige).

PIVEN Frances Fox, CLOWARD Richard A.

1979. *Poor People's Movements. Why They Succeed, How They Fail*. New York: Vintage Books.

1986. *Aufstand der Armen*. Frankfurt: Suhrkamp.

SCHNAPPER Dominique

1996. «Intégration et exclusion dans les sociétés modernes», in: Serge PAUGAM (dir.), *L'exclusion, l'état des savoirs*, p. 23 – 31. Paris: La Découverte.

SCHULTHEIS Franz, VUILLE Michel (éds)

2006. *Entre flexibilité et précarité: regards croisés sur la jeunesse*. Paris: L'Harmattan [à paraître].

SELIM Monique

1982. «Rapports sociaux dans un quartier anciennement industriel: un isolat social». *L'Homme XXII(4)*: 77 – 87.

SIMMEL Georg

1908 (1. Aufl.). «Der Arme», in: *Untersuchungen über die Formen der Vergesellschaftung*, S. 345 – 374. Berlin: Drucker und Humblot.

1998 [1908]. *Les pauvres*. Paris: PUF (Quadrige).

WACQUANT Loïc

1993. «The Zone», in: Pierre BOURDIEU (éd.), *La misère du monde*, p. 181 – 240. Paris: Seuil.

1997. «The Zone», in: Pierre BOURDIEU et al. (Hg.), *Das Elend der Welt*, S. 179 – 207. Konstanz: UVK Universitätsverlag.